

Association romande contre la drogue

Communiqué de presse

L'«ASSOCIATION SUISSE ROMANDE CONTRE LA DROGUE» (ARCD) SOUTIENT LES DÉMARCHES DE L'ASSOCIATION FRANÇAISE « PARENTS CONTRE LA DROGUE » DANS SA DÉMARCHE CONTRE L'OUVERTURE D'UN ESPACE DE CONSOMMATION DE STUPÉFIANTS.

L'ARCD s'est aussi battue en première ligne contre l'ouverture d'un tel local à Lausanne. Elle soutient l'Association française « Parents contre la drogue » que le Conseil d'Etat vient de reconnaître comme « habilitée à agir » et salue cette première victoire. L'ARCD, en collaboration notamment avec l'association suisse alémanique «Jugend ohne Drogen / Jeunesse sans drogue», poursuit ainsi son combat pour les raisons politiques, philosophiques, de santé publique et pragmatiques essentielles suivantes.

La question initiale d'éthique

Nous affirmons que la drogue est le contraire de la vie, la négation de l'homme. Elle est destructrice des personnes, des familles et de la société. Nous en concluons que rien, absolument rien ne peut être utilisé comme prétexte ou argumentation pour en faciliter la consommation, développer son commerce et lui donner une apparence de légalité. Cette position de principe impose au départ le refus de la création d'un espace de consommation.

La politique du « toujours plus » si chère aux toxicomanes

C'est dans cette tendance que s'inscrit depuis de trop nombreuses années la politique suivie en matière de toxicomanie par trop d'administrations publiques endoctrinées par les tenants de la libéralisation des stupéfiants. Elle a pour première conséquence inéluctable l'acceptation progressive de la drogue et son implantation dans notre société, à la fois par lassitude et parce que le corps social finit par s'habituer à tout.

Elle est à l'origine des dramatiques conséquences que vivent les toxicomanes, ainsi distraits des véritables solutions qui s'offrent à eux. Les paliers de cette banalisation de la drogue sont généralement les suivants : on commence par ne plus faire la chasse systématique aux dealers ni aux consommateurs. On propose ensuite de permettre aux drogués d'obtenir des seringues neuves au double prétexte mensonger de diminuer le risque sanitaire d'infection des toxicomanes et d'assainir parcs et places publiques des détritiques liés à la consommation de stupéfiants. Les institutions à bas seuil de tolérance sont multipliées : on fait en sorte que le drogué ne subisse pas d'autres atteintes que celles que lui inflige la consommation de drogue ; on le soigne, on le lave, on le nourrit, on le désaltère, on le réchauffe... mais on le laisse consommer sa drogue, généralement sans encadrement digne de ce nom.

On voit clairement qu'à chaque étape, on se retrouve au même stade : celui où la question se pose de faire un pas de plus ! Et qu'à chaque fois, la drogue marque une avancée supplémentaire dans la légitimité que lui donne notre société. L'ouverture d'espaces de consommation n'est ainsi qu'un palier supplémentaire vers la banalisation de la drogue.

L'argument sanitaire

Il est à notre sens particulièrement grave et pervers d'affirmer qu'un tel local permettrait de diminuer le risque d'infection d'hépatite C ou de VIH pour les toxicomanes. C'est un leurre. Prétendre que nos enfants seront ainsi « mis à l'abri du risque » est une affirmation dépourvue de réelle substance.

Les espaces de consommation ne permettent de traiter qu'une partie des « besoins ». La consommation dans ces locaux ne remplacera donc évidemment pas la consommation « sauvage ». Elle s'y ajoutera, contribuant ainsi à un accroissement de la consommation.

Il faut ajouter que de tels centres d'injection sont essentiellement fréquentés par des toxicomanes « aguerris » qui se droguent depuis des années. Ils y verront là d'abord un confort supplémentaire qui leur est offert par la société. Mais aussi une forme de reconnaissance de leur déchéance et, plus encore, une légitimité du comportement qui les a amenés jusque là.

La réalité est évidemment tout autre : le local d'injection, pas plus que les distributeurs de seringues, ne limite réellement les risques d'infection par des seringues usagées. Un toxicomane se drogue quand il en ressent le besoin, la nécessité. Il le fait là où il se trouve avec le matériel qu'il a à disposition. Imaginer qu'il puisse se déplacer pour aller chercher une seringue est une dangereuse illusion.

L'argument de l'ordre public

Pense-t-on vraiment éviter les rassemblements et libérer les rues du centre, qu'elles soient commerçantes ou d'habitation des toxicomanes et des dealers, comme le promettent la main sur le cœur d'irresponsables responsables politiques ? La réalité connue est que tout endroit qui facilite ou qui autorise la consommation de stupéfiants est un puissant signal pour les dealers. Ils accourent des environs, compris au sens large. Les expériences faites à Genève de ce point de vue sont significatives.

Puis les toxicomanes se rendent inévitablement là où se trouvent les dealers.

Le résultat est programmé : une augmentation de la population de toxicomanes et de dealers à proximité immédiate des espaces de consommation. Ils hanteront les rues, les halls des immeubles proches, leurs caves. Résultats garantis : criminalité en hausse, agressions, vols, insécurité, bagarres, règlements de comptes. C'est programmé.

La drogue gagne du terrain tous les jours

A chaque fois que la société abaisse le seuil de ses exigences face au trafic et au marché de la drogue, la conséquence est immédiate et inéluctable : augmentation du commerce et de la consommation de stupéfiants.

Les espaces de *deals* et de consommation s'étendent à partir de leurs points de fixation. Ils se ramifient dans les rues et les quartiers voisins... comme la drogue se répand dans le corps des malheureux qui y sont accrochés. Des quartiers toujours plus nombreux seront contaminés. Il faut mettre un terme à cette politique de fuite en avant. La création d'un espace de consommation va dans la direction opposée.

Quel message à l'attention des plus jeunes ?

A juste titre leurs parents, leur patron d'apprentissage, tous ceux qui d'une manière ou d'une autre sont chargés d'exercer l'autorité sur les plus jeunes, leur disent et leur répètent que la consommation de stupéfiants est mauvaise, dégradante, dangereuse, mortelle. Et voilà que les autorités publiques font en sorte de la faciliter, de la rendre « confortable ». Quelle incohérence dans les messages !

La responsabilité morale et financière

Que se passera-t-il dans le cas d'une overdose suite à une injection dans le local communal ? Quelle serait la responsabilité non seulement morale mais aussi financière des pouvoirs publics ? La question n'a pas été étudiée sérieusement.

L'espace de consommation est un abandon pur et simple de la population toxicomane

Une partie non négligeable de la population, de même que des hommes et femmes politiques, sont tentés par l'abandon de cette population toxicomane. La déchéance des drogués et la persistance apparemment volontaire de leur marginalisation irrite et indispose.

Un tel langage est souvent tenu par ceux qui font comme si le toxicomane était un homme libre qui décidait souverainement de se droguer. Ce langage est trop court. Qu'ils en soient conscients ou non, ceux qui prônent l'implantation d'un espace libre et sanitaire surveillé de consommation de stupéfiants s'inscrivent pourtant précisément dans cette ligne d'abandon.

Pas de salut en dehors de l'abstinence

Les toxicomanes doivent être accompagnés pour retrouver leur dignité humaine. Il en va aussi de la responsabilité des autorités publiques de faire en sorte que leur addiction ne prenne pas le dessus plus que ce n'est déjà le cas. Elles vont pourtant dans ce sens en multipliant les occasions qui permettent aux toxicomanes de se défausser devant une thérapie axée sur l'abstinence, nécessairement longue et douloureuse mais en dehors de laquelle il n'y a pas de salut.

Partout dans le monde, la simple multiplication des institutions à bas seuil n'a eu pour effet que d'ancrer toujours plus les toxicomanes dans leur dépendance, les éloignant ainsi des institutions qui seules peuvent leur apporter la rémission. L'ARCD refuse cette approche simpliste et irresponsable et soutient le combat de l'association française des parents contre la drogue.

Maximilien Bernhard, président
Tél. +41 79 600 99 68

Maxim Wuersch, vice-président
Tél. +41 79 743 65 23

Lausanne, le 31 août 2013